

### I.d. Construction de la passe, constats des gardes

La passe telle qu'initialement construite « *constituait un frein sérieux à la migration des saumons* » (Annexe IV), comme de nombreuses passes conçues à cette époque.

Après plus de vingt ans de tergiversations, de nouvelles consultations entreprises en 1993 entre la DDAF, le Conseil Général du Morbihan, le CSP, la DIREN, le CECCOB, le GALCOB, l'Entente du Haut-Elle et le propriétaire (M. Cojan), conduisirent à la mise en oeuvre de modifications visant à résoudre ce point. Le discours d'inauguration de l'installation modifiée, prononcé le 29 septembre 1994 (Annexe V), reconnaît que l'ancienne installation était « *un obstacle quasiment infranchissable à la migration de toutes les espèces de poissons, dont le saumon* » et que par ailleurs, « *... le débit réservé prévu par le décret d'autorisation est sans doute insuffisant (80 l/s + 300 l/s pendant six heures par jour entre le 20 octobre et le 1 juillet)* », évoquant la nécessité de renégocier le régime du débit réservé, manifestement inadapté.

Cet aspect avait été signalé par M. J. Rapilly, Vice-Président de l'association TOS au Préfet du Morbihan dans un courrier du 8 février 1994 (Annexe VI) qui précisait que, « *Depuis sa création en 1961, cette microcentrale a stérilisé une zone de frayères à saumons d'importance vitale pour les populations du cours d'eau. En effet, la quasi mise à sec du lit naturel sur une distance d'1 km résultant d'un débit « réservé » insuffisant et la construction, qui relève de l'impasse, du dispositif de franchissement de l'ouvrage de retenue interdisent, sauf épisode hydraulique exceptionnel, toutes migrations de reproduction de ces poissons ; en outre, les dispositions réglementaires en vigueur pour assurer la dévalaison des juvéniles sont inadaptées* ». Monsieur Rapilly devait développer un argumentaire similaire dans un courrier (Annexe VII) adressé le 7 octobre 1994 au Président des Forces Hydrauliques de la Meuse, propriétaire exploitant de l'installation. Depuis cette date, les constats des gardes du Conseil Supérieur de la Pêche devenu l'ONEMA effectués en 1996, 2006, 2007, 2009, entre autres (Annexes X à XIV) attestent d'un certain nombre de dysfonctionnements récurrents imputables tant à la passe elle-même qu'à la conduite de l'exploitation :

- absence de dispositif de franchissement pour la montée des anguilles
- absence d'entretien (présence de branches, roches, etc...) du dispositif, d'où obstruction,
- absence de dispositif empêchant l'entrée du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite en amont
- écartement excessif des barreaux de la grille à l'amont du canal d'amenée
- mauvais positionnement bas de la vanne alimentant l'échelle à poisson
- mauvais positionnement fermé de la vannette de l'exutoire de dévalaison
- insuffisance du débit maintenu dans le lit naturel de la rivière en aval du barrage
- inadaptation et non respect du calendrier d'utilisation des grilles
- vidange non conforme du canal d'amenée et de la retenue amont

Ces dysfonctionnements induisent la présence de poisson dans les installations où ils ne peuvent survivre (niveau d'eau insuffisant, passage dans la turbine, entrave à la montaison / dévalaison).

## II. Présentation des problèmes migratoires posés

### II.a. Obligations relatives au débit et à la faune piscicole liées au décret de concession

***Pour ce qui est du débit***, l'article 5 du Cahier des Charges stipule que :

« *... Le débit maximum emprunté sera de 2 mètres cube par second. Le débit à maintenir dans la rivière en aval de la prise d'eau devra être au moins égal à 80 litres par seconde, ou à défaut, au débit naturel...* »

Mises à part les dispositions de l'article 7 de ce même document concernant les mesures compensatoires relatives à l'impact de l'installation sur la population piscicole, ce même article 7 décrit les installations (barrages) à créer « *pour permettre aux saumons de franchir la prise d'eau* » et dispose que « *... ces barrages devront être tels qu'il laisseront s'écouler en tout temps le débit réservé en leur milieu et ce débit devra être porté automatiquement à 300 l/s ou à défaut au débit naturel pendant six heures consécutives au minimum chaque*